

# LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE 1ER TRIMESTRE 2006

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'études trimestrielles, dans deux domaines majeurs de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'études trimestrielles. Ces études sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site [www.altaires.fr](http://www.altaires.fr) et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 13 AVRIL 2006

**ALTARES**

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre

[contact@altaires.fr](mailto:contact@altaires.fr)

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01

[www.altaires.fr](http://www.altaires.fr)

Responsable des études

Thierry Millon

Tél : 04 72 65 15 51

**RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS**

Françoise LINHART

[flinhart@actualconsultants.fr](mailto:flinhart@actualconsultants.fr)

36 ter avenue Franklin Roosevelt

77210 Avon Fontainebleau

Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02

[www.actualconsultants.fr](http://www.actualconsultants.fr)

# LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

## 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2006

### PANORAMA GÉNÉRAL 3

---

### STATISTIQUES DÉTAILLÉES 5

---

- 5      Évolution des défaillances d'entreprises en France  
        Évolution des défaillances d'entreprises par région
- 6      Statistiques France globale  
        Statistiques par tranche d'effectifs  
        Statistiques par secteurs d'activités
- 7      Statistiques par âge  
        Statistiques par région

## PANORAMA GÉNÉRAL

---

# Confirmant la tendance annoncée en fin d'année dernière, les défaillances d'entreprises continuent de reculer sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2006 (- 11%). En région, des disparités sectorielles demeurent.

Encore timide l'été dernier, puis confirmée en fin d'année, la baisse des défaillances d'entreprises s'est accélérée sur les trois premiers mois 2006 (-11%). On peut noter que cette moyenne nationale est largement tirée par les bons chiffres des Régions Ile-de-France et PACA.

Depuis juillet 2005, Altares, nouvelle identité du groupe Bil/D&B, note une tendance favorable sur le front des défaillances d'entreprises en France. Les prononcés de jugements d'ouverture de procédures collectives sur les trois premiers mois 2006 confirment cette évolution (comparaison 1<sup>er</sup> trimestre 2006 / 1<sup>er</sup> trimestre 2005 :- 11 %)

11 730 défaillances ont été comptabilisées sur le trimestre, contre 13 160 un an plus tôt. Il s'agit du meilleur 1<sup>er</sup> trimestre depuis 2002 (11 230). On peut rappeler que les audiences de février 2002 avaient été perturbées par des mouvements sociaux dans les Tribunaux.

Les grandes entreprises ont été plus vulnérables qu'au début de l'année 2005. 35 sociétés de plus de 100 salariés ont fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire contre 26 un an plus tôt.

Sur 3 mois, une grande majorité des régions accompagne cette amélioration. Les régions les plus importantes en termes de poids économique sont toutes bien orientées à l'exception de Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes. Dans la première, les défaillances augmentent encore légèrement (+ 0,9 %). Pour la seconde, le recul semble insuffisant (- 2,7 %) au regard de la performance de ses grandes voisines. Rhône-Alpes a, en effet, connu un mois de janvier décevant (+ 10 % de défaillances).

Les évolutions sont remarquables en Ile-de-France (-17 %), PACA (-19 %) ou Aquitaine (-23 %).

Outre Languedoc-Roussillon, quatre autres régions sont encore dans le rouge : Bretagne (+ 4,1 %), Centre (+ 3,5 %), Haute-Normandie (+ 1,6 %) et Corse (+ 6,9 %).

Globalement, tous les secteurs d'activité semblent eux aussi bien orientés avec des tendances de baisse régulière entre - 8 % et - 15 %. Il faut noter cependant que cette performance est là aussi, fortement tirée par les bons résultats des régions qui comptent le plus d'entreprises. Une analyse plus détaillée montre en effet des tendances encore négatives dans certaines régions. Ainsi dans le bâtiment, les défaillances qui baissent en France de -10 % par rapport au T1 2005, augmentent cependant dans 9 régions, parmi lesquelles le Centre (+13 %) et le Languedoc Roussillon (+ 8 %).

Pour le commerce, qui lui enregistre une baisse générale de -8 %, les défaillances se sont accentuées dans 10 régions françaises. La hausse est supérieure à 20 % en Bretagne, Centre, Haute-Normandie et Limousin.

Dans les services aux entreprises, en baisse de - 9 % par rapport au T1 2005, 9 régions sont cependant mal orientées, avec un pic d'augmentation sur Rhône-Alpes (+ 27 %).

Cette région a également connu un trimestre délicat dans le transport (+ 20 %). PACA est sur la même tendance que sa voisine rhône-alpine. Les défaillances du transport augmentent dans 8 régions, alors qu'elles baissent en France de -11%.

L'industrie a, quant à elle, plutôt mieux résisté en région, avec une baisse générale de -15 %. Dans ce secteur, les biens d'équipement ont néanmoins connu un mois de février délicat, durant lequel les faillites ont augmenté de 15 % par rapport à février 2005. La contre performance de cette branche d'activité est alourdie par l'Ile-de-France. Pour cette région, il s'agit du seul secteur qui affiche une augmentation des défaillances d'entreprises (+ 23 %).



"L'amélioration du climat des affaires amorcée au second semestre 2005 s'est traduite par la poursuite du recul des défaillances d'entreprises observée depuis l'été. Cette tendance permet de retrouver une situation comparable à celle enregistrée au lendemain des événements de septembre 2001, époque depuis laquelle le nombre des faillites n'avait cessé de croître." observe Thierry Millon, responsable des études Altares.

"Pour autant, la prudence doit rester de mise. Dans un contexte concurrentiel élevé, la hausse de la facture énergétique et de matières premières pourrait peser sur les performances des entreprises. Les défaillances de moyennes et grandes entreprises, plus sensibles à l'environnement international, ont déjà été plus nombreuses ce trimestre. Le risque d'effet domino sur les sous-traitants, voire les petites entreprises reste donc élevé. Dans ce contexte, la Loi de Sauvegarde, mise en place début 2006, peut offrir aux chefs d'entreprises prévoyants une alternative à la défaillance. Cependant, le premier bilan publié par Altares le 7 avril montre que seule une centaine d'entreprises, ont eu recours à cette nouvelle procédure ce premier trimestre".

## NOTE MÉTHODOLOGIQUE

**Définition de la défaillance** : sont retenues comme défailtantes les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire directe. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement et non à la date de publication de l'information.

**Les sources des défaillances collectées par Altares** : Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des Greffes des Tribunaux de Commerce ou des chambres commerciales des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance.

Altares est également licencié du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

Le BODACC publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de redressement et liquidation judiciaires. Les statistiques de défaillances diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC. ■

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

### A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

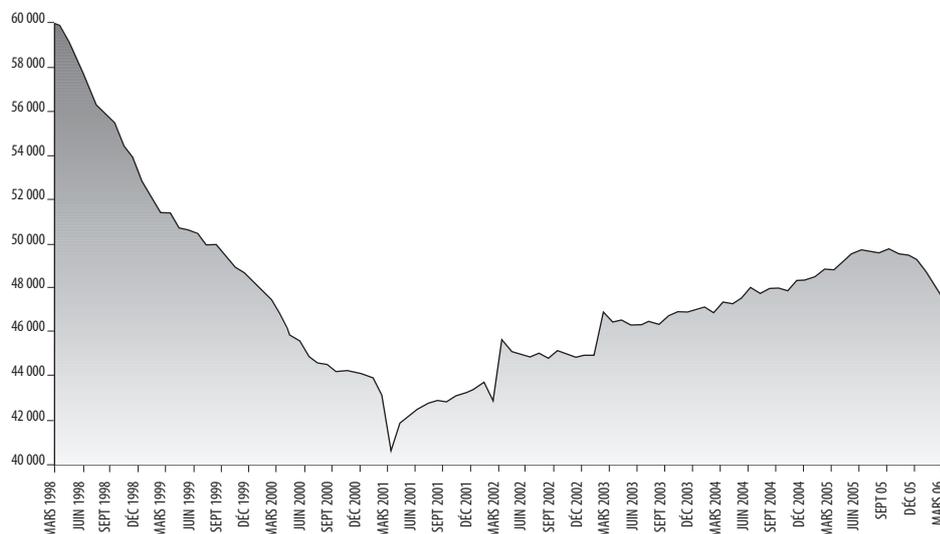
#### ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux  
Immeuble Le Capitole  
92012 Nanterre  
contact@altares.fr  
www.altares.fr  
Thierry Asmar  
Tél : 01 41 37 51 04

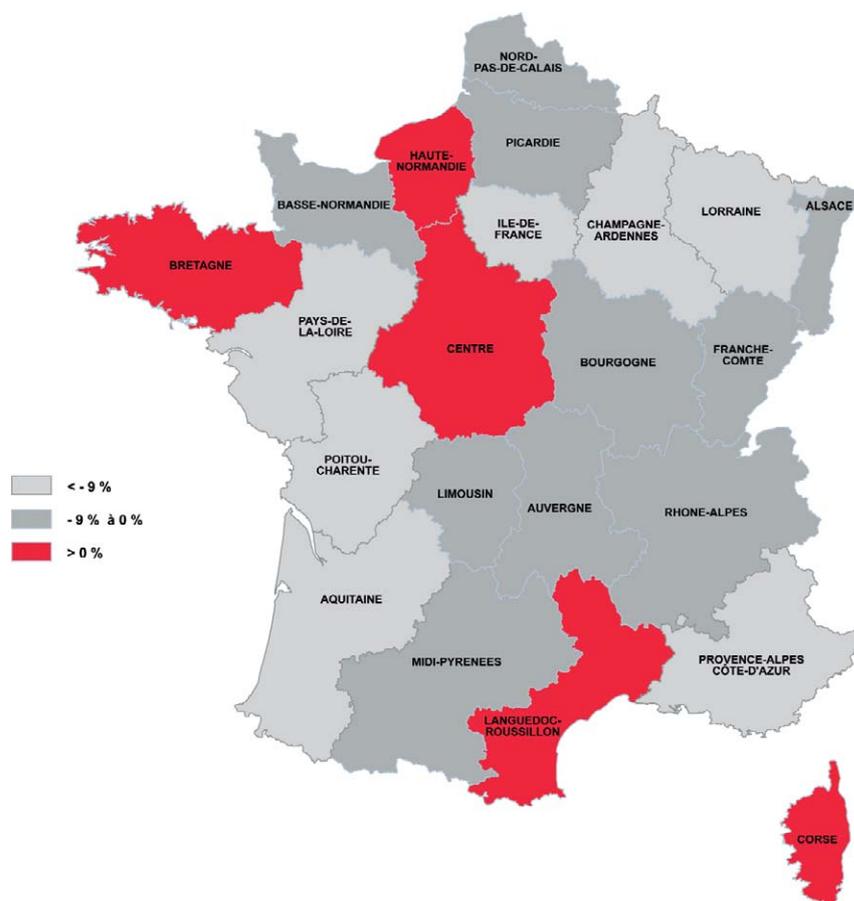
## STATISTIQUES DÉTAILLÉES

### ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

(Données 12 mois glissants - Mars 1998 à Mars 2006)



### ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION



## STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

Comparaison des données arrêtées au 10 avril

| 1 <sup>er</sup> TRIMESTRE | 2000     | 2001 <sup>(1)</sup> | 2002 <sup>(2)</sup> | 2003   | 2004   | 2005   | 2006     |
|---------------------------|----------|---------------------|---------------------|--------|--------|--------|----------|
| Total France              | 12 435   | 8 990               | 11 231              | 12 400 | 12 850 | 13 160 | 11 730   |
| Evolution / N-1           | - 11,1 % | - 27,7 %            | 24,9 %              | 13,6 % | 3,6 %  | 2,4 %  | - 10,9 % |

<sup>(1)</sup> Grève des tribunaux en mars

<sup>(2)</sup> Grève des tribunaux en février

## STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIFS

| EFFECTIFS            | T 1<br>2005 | T 1<br>2006 | Evolution<br>Trimestre |
|----------------------|-------------|-------------|------------------------|
| 0 salarié            | 6 251       | 5 677       | - 9 %                  |
| 1 ou 2 salariés      | 3 467       | 3 056       | - 12 %                 |
| 3 à 5 salariés       | 1 621       | 1 425       | - 12 %                 |
| 6 à 9 salariés       | 847         | 706         | - 17 %                 |
| 10 à 19 salariés     | 599         | 517         | - 14 %                 |
| 20 à 49 salariés     | 279         | 254         | - 9 %                  |
| 50 à 99 salariés     | 67          | 60          | - 10 %                 |
| 100 à 199 salariés   | 20          | 24          | 20 %                   |
| 200 salariés et plus | 6           | 11          | 83 %                   |

## STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

| ACTIVITÉS                | T 1<br>2005 | T 1<br>2006 | Evolution<br>Trimestre |
|--------------------------|-------------|-------------|------------------------|
| Agriculture              | 397         | 364         | - 8 %                  |
| Commerce                 | 3 171       | 2 917       | - 8 %                  |
| Bâtiment                 | 3 059       | 2 754       | - 10 %                 |
| IAA                      | 295         | 267         | - 9 %                  |
| Industrie hors IAA       | 1 152       | 975         | - 15 %                 |
| Transport                | 522         | 463         | - 11 %                 |
| Activités financières    | 104         | 51          | - 51 %                 |
| Service aux entreprises  | 1 766       | 1 606       | - 9 %                  |
| Service aux particuliers | 2 021       | 1 756       | - 13 %                 |
| Immobilier               | 387         | 299         | - 23 %                 |
| Autres activités         | 283         | 278         | - 2 %                  |

## STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

| ÂGE            | T 1<br>2005 | T 1<br>2006 | Evolution<br>Trimestre |
|----------------|-------------|-------------|------------------------|
| moins de 2 ans | 2 602       | 2 451       | - 6 %                  |
| 3 à 5 ans      | 4 178       | 3 621       | - 13 %                 |
| 6 à 10 ans     | 2 956       | 2 545       | - 14 %                 |
| 11 à 15 ans    | 1 461       | 1 293       | - 11 %                 |
| 16 à 50 ans    | 1 933       | 1 793       | - 7 %                  |
| 51 et plus     | 27          | 27          | 0 %                    |

## STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

| RÉGION                      | T 1<br>2005 | T 1<br>2006 | Evolution<br>Trimestre |
|-----------------------------|-------------|-------------|------------------------|
| Alsace                      | 374         | 352         | - 6 %                  |
| Aquitaine                   | 693         | 531         | - 23,4 %               |
| Auvergne                    | 206         | 196         | - 4,9 %                |
| Basse-Normandie             | 219         | 205         | - 6,4 %                |
| Bourgogne                   | 293         | 264         | - 9,9 %                |
| Bretagne                    | 434         | 452         | 4,1 %                  |
| Centre                      | 399         | 413         | 3,5 %                  |
| Champagne-Ardenne           | 164         | 148         | - 9,8 %                |
| Corse                       | 58          | 62          | 6,9 %                  |
| Franche-Comte               | 189         | 187         | - 1,1 %                |
| Haute-Normandie             | 243         | 247         | 1,6 %                  |
| Île-de-France               | 3 300       | 2 721       | - 17,5 %               |
| Languedoc-Roussillon        | 703         | 709         | 0,9 %                  |
| Limousin                    | 147         | 143         | - 2,7 %                |
| Lorraine                    | 427         | 358         | - 16,2 %               |
| Midi-Pyrénées               | 562         | 556         | - 1,1 %                |
| Nord-Pas-de-Calais          | 644         | 613         | - 4,8 %                |
| Pays de la Loire            | 493         | 447         | - 9,3 %                |
| Picardie                    | 280         | 266         | - 5,0 %                |
| Poitou-Charentes            | 315         | 268         | - 14,9 %               |
| Provence Alpes- Côte d'Azur | 1 557       | 1 257       | - 19,3 %               |
| Rhône-Alpes                 | 1 242       | 1 209       | - 2,7 %                |